

fibres d'amiante se réunira également à Luxembourg du 23 au 25 mars. Le Canada et la Commission européenne auront en outre des entretiens sur l'aide au développement vers la fin de février à Ottawa.

En ce qui concerne les visites, le programme s'avère particulièrement chargé. Ce mois-ci, un groupe de quinze membres du Parlement canadien viendra en voyage d'études en Europe et participera à une session d'information à la Commission européenne sur les préoccupations actuelles de la Communauté et les relations Canada-CE. Vers la fin de février, un groupe de professeurs de plusieurs universités canadiennes visitera à son tour la Commission pour une série de briefings sur les sujets qui les intéressent particulièrement.

En avril, un groupe de maires et de chefs syndicaux canadiens séjournera à Bruxelles pour se familiariser avec la Communauté. Puis en juin, une cinquantaine de participants au cours du Collège de la défense nationale du Canada visiteront Bruxelles pour des réunions d'information. On prévoit aussi la visite cette année de six canadiens dans le cadre du Programme des visiteurs de la Communauté (ECVP).

Au chapitre des visites vers le Canada, Madame Simone Veil, Présidente de l'Assemblée européenne, a accepté l'invitation que l'Honorable Jeanne Sauvé, Présidente de la Chambre des Communes, lui a lancée de visiter le Canada dans le courant de l'année. De plus, ce sera le tour du Parlement canadien d'accueillir en 1981 une délégation du Parlement européen dans le cadre de l'échange annuel. Bien entendu, le Sommet économique occidental qui aura lieu à Ottawa du 19 au 21 juillet occasionnera la venue au Canada de M. Gaston Thorn, Président de la Commission européenne, en plus des chefs d'état ou de gouvernement de quatre états-membres. En outre, plusieurs projets de visite de ministres canadiens à Bruxelles et de commissaires européens à Ottawa devraient prendre forme au cours des prochains mois.

CANADA AND THE EUROPEAN SPACE AGENCY

Space technology is clearly global in scope and its effective exploitation requires international cooperation. The establishment of the European Space Agency is indeed an example of cooperation grounded in sheer necessity. Canada, like most countries, does not possess all the technology or the resources necessary for it to carry out programmes on an exclusively national basis.

In December 1978 Canada and the European Space Agency (ESA) concluded an agreement which established a framework for collaboration in space research, technology and space applications. The agreement, which granted Canada a special status akin to associate membership in ESA, intensified a cooperative relationship enjoyed for more than a decade. For example, as an observer in ESA and its predecessor organizations since 1968, Canada had already participated actively in working groups on matters relating to the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space. Under two memoranda of understanding, Canadians and Europeans had also worked together on a highly successful communications technology satellite project and on an experimental programme designed to set up a system of aeronautical satellites.

Under the terms of the 1978 agreement, Canada contributes to the